

Bulletin bibliographique

Autor(en): **F.F.**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **73 (1928)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

LECTURES D'HISTOIRE.

Des ouvrages énumérés par la livraison de février au titre des « Lectures d'histoire », il en reste deux à commenter :

La politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914. Documents officiels publiés par le ministère allemand des Affaires étrangères, Tome II, 1876-1878. Traduit par J.-A. Taillebot, agrégé de l'Université, professeur au Lycée d'Amiens. Publication de la Société de l'histoire de la guerre. Grand in-8° de 314 p. Paris 1927. Alfred Costes, édit.¹

La guerre ou la paix ? (Ce que j'ai vu et entendu en Allemagne), par le général Denvignes. Préface de André Michelin. In-16 de 318 p. Paris 1928. Jules Tallandier, édit. Prix : 10 fr. (français).

A ces volumes, trois doivent être ajoutés, et d'autres suivront :

Le déblocus d'Anvers, par le major E. Menzel, anc. directeur à l'état-major de l'armée belge. Préface de M. Frans van Kalken, professeur à l'Université de Bruxelles. In-8° de 108 pages, avec une carte. Paris 1928. Berger-Levrault, édit.

La campagne de la Marne en 1914, par le général H. v. Kuhl, ex-chef d'état-major de la 1^{re} armée allemande. Préface de M. le maréchal Franchet d'Esperey. Traduit de l'allemand par le commandant L. Koeltz. Avec une carte et dix-huit croquis. Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale. In-8° de 361 pages. Paris 1927. Prix : 25 fr. (français).

L'art de vaincre aux deux pôles de l'histoire, sa loi éternelle, par le général Arthur Boucher, ancien chef de bureau des opérations à l'état-major de l'armée française, ancien président de l'association des études grecques. In-8° de 390 pages. Avec 6 croquis. Paris 1928. Berger-Levrault, édit.

La politique extérieure de l'Allemagne.

Cet ouvrage intéresse les origines lointaines de la guerre européenne. Les lecteurs de la *Revue militaire suisse* ont été mis au courant — livraison de novembre 1927 — de l'importante publication entreprise par la Société de l'histoire de la guerre mondiale, traduction en français des documents officiels du ministère des affaires étrangères allemand réunis dans la collection *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*. Le premier volume a été consacré à la période qui suivit immédiatement le conflit franco-allemand de 1870, jusqu'en 1875, période caractérisée par les craintes qu'éveille dans l'Allemagne officielle le rapide relèvement de la France. Les documents n'ont fait qu'esquisser la tentative de Bismarck de reprendre la guerre en 1875. On sait que ni l'Angleterre ni la Russie n'ont voulu accepter cette menace. Le moyen militaire ayant dû être écarté, la diplomatie impériale s'est appliquée à la formation d'alliances qui fussent de nature à éloigner la France des idées de revanche. Elle a favorisé le rapprochement des trois empereurs, l'entente entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie.

¹ Vient de paraître le tome troisième de cette publication, *1879-30 octobre 1883*, auquel nous reviendrons incessamment.

Le tome II^e, que nous signalons aujourd'hui, période de 1876-1878, met en lumière une première crise de cette entente. Apparaissent les différends qui, en 1914, conduiront au déchaînement de la guerre. Les Balkans deviennent une des grandes préoccupations de la politique internationale des Etats européens. Une fois de plus les principautés chrétiennes se sont soulevées contre la domination ottomane, et cette fois-ci avec des succès déterminants. La Turquie étant menacée d'une expulsion plus ou moins complète de ses territoires européens, qui exercera, dorénavant, l'influence politique dans la presque île ? L'Autriche et la Russie élèvent leurs prétentions opposées, et leur duel diplomatique est compliqué par la rivalité anglo-russe au sujet des détroits et de Constantinople. La Russie ayant finalement porté son armée jusqu'aux portes de Stamboul au cours de la campagne de 1877-1878, l'Angleterre a franchi les Dardanelles et sa flotte croise dans la mer de Marmara. Ainsi double péril : le péril anglo-russe qui recèle une guerre qui paraît à la veille d'éclater, et le péril austro-russe, d'apparence immédiate moins violente, mais dont les perspectives ne sont pas moins inquiétantes. Au centre de ces compétitions se trouve le nouvel empire allemand, désireux d'écarter des troubles qui pourraient compromettre la situation politique que lui ont valu les victoires de 1866 et de 1870.

Le tout conduit au Congrès de Berlin dont les préliminaires remplissent le volume. Bismarck en est la principale cheville ouvrière, et la France, désintéressée dans cette question, ou à peu près, se joint à sa politique. Le régime de Mac-Mahon a succombé ; une des inquiétudes allemandes est en voie de se calmer ; rien ne peut distraire personne des préoccupations balkaniques.

Bismarck ne tient nullement à la Turquie, mais il tient beaucoup à ce que son dépècement ne conduise pas l'Allemagne à se brouiller ni avec l'Autriche ni avec la Russie. Le Congrès de Berlin tient tout entier dans ce désir. Il aboutit à un partage des influences, partage dont l'Autriche-Hongrie, entre autres, n'aura pas à se plaindre. La Russie bénéficiera d'un succès moral, représenté par la création de la Bulgarie et de la Roumélie, mais l'Autriche-Hongrie bénéficiera d'un succès effectif représenté par l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Elle y tient ; elle ne saurait considérer d'un œil tranquille la formation éventuelle à sa frontière d'un groupement d'Etats que des forces d'attraction ethnique et économique réuniraient, Bosnie, Herzégovine, Serbie, Montenegro. « Nous devrions, expose le comte Andrassy, ministre des affaires étrangères, annexer tout cet ensemble de Slaves du sud... ou bien nous exposer au danger de voir... ce nouvel Etat... troubler continuellement nos populations serbo-croates.

» Nous devons tout faire pour échapper à cette alternative et même, en cas de besoin, envisager l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la monarchie austro-hongroise. »

Ne se croirait-on pas à la veille de la guerre européenne ?

Ce ne fut pas l'annexion, mais l'occupation. D'autre part, Russes et Anglais s'éloignèrent de Constantinople d'un commun accord.

La part de l'Angleterre dans le partage turc, qui aurait consisté dans l'occupation de l'Egypte, idée qui n'aurait point déplu à la diplomatie de Bismarck, fut écartée, éloignant du même coup une opposition de la France aux résultats du Congrès. Ainsi fut assurée une période de paix par l'ajournement de difficultés qui furent sur le point de déchaîner une conflagration plus ou moins générale. La combinaison politique de l'Entente des trois empereurs parut assurée d'un nouveau délai.

Chemin faisant, des remarques ou des informations retiennent

l'attention pendant quelques instants. Voici, par exemple, une opinion émise par l'ambassadeur allemand à St-Pétersbourg, le comte de Schweinitz. Il n'a pas une haute opinion du personnel gouvernemental russe et cite, à ce propos, le baron Jomini et M. de Hamburger, qui toutefois n'appartiennent pas à ce personnel : « Le dernier, on le sait, ne peut pas donner de conseils ; le premier est un conseiller dangereux, parce qu'il change d'avis aussi vite qu'il les défend brillamment. »

Le volume prend fin sur une information qui, peut-être, contient en germe des perspectives inédites. Il s'agit d'un billet adressé par le prince de Bismarck, le 28 août 1878, à l'ambassadeur allemand à Paris, prince de Hohenlohe : « Je rencontrerai volontiers M. Gambetta, s'il s'offre pour cela une occasion naturelle. Une entrevue avait été déjà ménagée, l'exécution du plan conçu ne fut empêché que par ma maladie à Pâques. Mais aujourd'hui encore je souhaite faire la connaissance de M. Gambetta et m'entendre avec lui en politique. »

La guerre ou la paix ?

Après le passé, il est intéressant de jeter un regard sur le présent et sur des suppositions d'avenir. Le volume du général Denvignes le permet.

Beaucoup d'auteurs français ont écrit sur l'Allemagne actuelle, mais non tous avec une égale compétence. Leurs ouvrages peuvent être classés sous deux catégories : ceux à clichés convenus, et qui peuvent flatter des idées toutes faites ou des préventions ; et les études sérieuses, œuvres d'observateurs que leur connaissance du milieu, ainsi qu'un esprit philosophique et historique cultivé guident dans leur observation et leurs appréciations.

Le volume du général Denvignes relève de cette deuxième catégorie, et la préface de M. A. Michelin, toute brève qu'elle soit, y ajoute en intérêt. La donnée générale est la même que la théorie du sociologue de Brescia, M. Carli, dont les trois termes essentiels sont la foi d'un peuple dans ses possibilités, encourageant sa natalité, l'une et l'autre favorisant un développement de l'esprit inventif.

Le général Denvignes trouve dans son observation des Allemands actuels une vérification de cette théorie. Il ausculte l'Allemagne avec l'attention que lui ont permis de longs séjours chez elle, des relations personnelles et officielles étendues, ses connaissances industrielles et autres ; il sonde les deux Allemagnes contemporaines, celle de droite, revancharde, de traditions monarchiques et guerrières, et celle de gauche qui reprend la suite du mouvement de 1848 ; mais l'une et l'autre très convaincues, et à juste titre, de l'avenir que leur patrie doit trouver dans la foi en ses possibilités, dans sa natalité croissante, dans son développement inventif.

Abordant le domaine militaire proprement dit, le général Denvignes fait voir les transformations que l'industrialisme apporte à ce qui constitue la préparation effective de la guerre ; il examine à ce propos l'action de la métallurgie, de la chimie, de l'aviation, et constate que le véritable armement guerrier d'un peuple réside maintenant moins dans son état militaire proprement dit que dans son potentiel économique, fondement du potentiel de guerre.

Cette démonstration achevée, il passe à l'examen des transformations politiques qui se manifestent sur le globe terrestre, les grands groupements mondiaux que l'Europe de demain doit s'approprier à regarder en face : empire britannique, Russie, de Pétrougrad au Pacifique, monde jaune, union panaméricaine. En présence de ces groupements, l'Europe d'aujourd'hui donne sa démission, et son effondrement moral est pire que son effondrement matériel. Elle est

pourtant maîtresse encore de ses destinées ; étroitement alliée avec l'empire britannique, elle peut garder la tête de la civilisation. Mais qu'elle cesse d'être divisée, et qu'elle ait foi dans ses possibilités. Ne parlons pas à tort et à travers des Etats-Unis d'Europe ; contentons-nous de réaliser l'Europe continentale. Et n'allons pas croire que l'âge des casernes soit clos. C'est bien plutôt à la mobilisation totale qu'il nous faut songer, en nous rappelant quelques faits nouveaux, par exemple que le potentiel économique étant le fondement du potentiel de guerre devient une source de richesse, non de ruine économique ; et d'autre part, que l'application des procédés de guerre actuels peut entraîner, en quelques semaines, la mort de notre civilisation. L'ère qui s'ouvre est celle des guerres intercontinentales ; toute guerre entre blancs doit être désormais considérée comme une guerre civile et un sacrilège.

Tel est, en une rapide esquisse, le volume du général Denvignes que nous signalons particulièrement à l'attention de nos camarades, ainsi que l'ouvrage sociologique auquel souvent il se réfère, *l'Equilibre des nations*, de Carli (Payot, Paris), dont feu Maurice Millioud a traduit la première partie, s'étonnant qu'un ouvrage d'une aussi riche observation historique et sociologique ne rencontrât pas plus d'écho chez les lecteurs de langue française.

Le déblois d'Anvers.

Le problème stratégique dont le major Menzel a poursuivi l'étude dans cette brochure est particulièrement intéressant. Problème stratégique est trop peu dire. A l'examen des rapports entre place forte et armée de campagne s'ajoute celui des relations de commandement entre armées d'une coalition internationale, ce qui est un problème à la fois militaire et politique.

Au moment où, en 1914, l'armée belge, obligée de céder devant l'invasion allemande, s'est repliée sur Anvers, puis a gagné le front de bataille à la gauche alliée, quel rôle convenait-il d'attribuer à la place ? Trois opinions se sont trouvées en présence : celle du commandant en chef britannique, maréchal French, celle du commandant en chef français, général Joffre, et celle du commandant en chef belge, le roi Albert. Ont compliqué leurs divergences de vues, les communications précaires entre eux et entre leurs gouvernements et eux.

Les préoccupations du gouvernement de Londres ont été essentiellement des préoccupations de stratégie nationale britannique : Anvers était jugée forteresse « imprenable », couvrant les ports de la Manche et la côte anglaise. Lorsqu'il apparut qu'elle était moins « imprenable » qu'on ne l'avait supposé, et qu'elle risquait de succomber sous les moyens d'attaque des Allemands, — à Londres, on mit quelque lenteur à l'admettre, — l'idée fut de renforcer la garnison. Il s'agissait de conserver la place à l'aide d'un accroissement de ses ressources internes.

Le commandement français vit moins la place que la manœuvre de l'armée de campagne. Il opinait pour le rassemblement à l'aile gauche du front, de forces anglo-franco-belges capables de poursuivre l'enveloppement de l'aile droite allemande. C'était la suite de « la course à la mer ». L'armée belge n'avait qu'à laisser Anvers à sa garnison et tout renfort disponible du côté français devait servir à la manœuvre.

Atténuant la rigueur de ce principe, le gouvernement de Bordeaux était disposé à porter des troupes au secours de la place, non en accroissement de la garnison, mais comme le commandement

belge les sollicitait, à titre d'aide extérieure préposée à débloquer la forteresse.

Le maréchal French partageait le sentiment du général Joffre, tout en restant balancé entre ce sentiment et les préoccupations nationales britanniques.

Enfin le roi Albert jugeait d'après les événements qui se déroulaient sous ses yeux, et, simultanément, d'après l'idée stratégique qu'il avait des rapports entre une place forte et une armée de campagne. L'événement qu'il avait sous les yeux, était l'inquiétude que la place causait aux Allemands, en tant que position sur leur flanc et leurs arrières, d'où pourrait surgir, le cas échéant, une menace pour leurs communications. A ce titre, la place méritait d'être protégée. D'autre part, et ceci aussi lui était parfaitement visible, elle n'était nullement imprenable ; sa principale protection résidait dans son considérable périmètre de 95 kilomètres qui contraignait les Allemands à limiter leur secteur d'attaque. Mais ce secteur, une fois choisi, il était certain que la place tomberait si elle n'était secourue du dehors. Comme il ne pouvait être question de lier le sort de l'armée de campagne à ce destin fatal, le problème consistait à déterminer jusqu'à quel point les chefs alliés se prêteraient au déblocus pour conserver la position et en faire surgir la menace redoutée par l'ennemi, ou, à défaut, quand viendrait le moment de soustraire l'armée et les immenses approvisionnements de la forteresse à la capitulation.

Tel est le thème général de la brochure, sur lequel se greffe le récit des tribulations douloureuses du commandement belge. Sous la plume du major Menzel, ce récit revêt un relief qui en rend la lecture des plus attachantes ; et à qui porte son attention, entre autres, sur les difficultés auxquelles une guerre de coalition doit se prêter, elle fournit un exemple des plus instructifs à méditer.

La campagne de la Marne.

Au lecteur de langue allemande, cet ouvrage n'apporte pas d'indications nouvelles. L'original date de 1920, en effet. Mais il est intéressant de relever, à l'occasion de la traduction française, que l'auteur a formulé, voilà huit années, les opinions qu'une documentation plus fournie a répandues depuis et qui sont aujourd'hui partout admises : insuffisance de l'organisation du commandement allemand de 1914, défaut d'autorité du général en chef, empereur ou chef d'état-major, manque de liaison entre eux et leurs subordonnés, de même qu'entre ces derniers, mécontentement des chefs d'armée, transformation du plan Schlieffen et son échec, illusions qui ont conduit les chefs allemands à se tenir pour victorieux d'un ennemi encore capable d'une puissante réaction.

Le lecteur français désireux de posséder une relation sérieuse de ces divers points rangera cet ouvrage à côté des publications similaires des Baumgarten-Crusius, des v. Kluck, des v. Bulow, des v. Hausen, toutes déjà traduites, et sera exactement informé de l'acte si important de la manœuvre de la Marne vu du côté allemand.

Ajoutons que par le ton général de son exposé, l'auteur échappe le plus souvent au reproche de manquer d'impartialité. Des sources plus récentes contredisent telle ou telle de ses assertions, mais ces quelques points particuliers réservés, l'ouvrage mérite la confiance que sa lecture inspire.

L'art de vaincre.

De même que le général Camon est porté, à la suite de ses fortes études de la guerre napoléonienne, à juger toute opération militaire

par comparaison avec les campagnes de Napoléon, de même le général A. Boucher, stratéliste, hellénisant et érudit affectionne le point de comparaison que lui offre la Grèce militaire antique. Xénophon et ses Dix mille, Marathon, pour ne citer que ceux-là, ont été des objets de ses recherches historiques et de ses prédilections d'écrivain.

Cette fois-ci, il est remonté plus haut dans les temps anciens; il n'a pas craint de demander à Homère l'explication des succès et des revers de la guerre européenne, et constatant qu'une même cause des uns et des autres remplit la succession des siècles depuis l'Illiade jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918 et d'Agamemnon au maréchal Foch, il la proclame loi éternelle de la guerre.

Très simple en ces termes, cette loi. Pour un peu on serait tenté de répéter avec Molière : « Le secret des armes est de donner et de ne point recevoir. » La victoire appartient au belligérant qui joint à la supériorité du courage, lequel implique la volonté d'aborder l'adversaire pour le mettre hors de jeu, la science et l'art de l'affaiblir préalablement, ce qui procure le maximum des chances de réussite. Ainsi l'ont compris Homère, Sparte et Athènes, Alexandre, Napoléon et les chefs français de la grande guerre.

La démonstration du général Boucher repose sur des faits en nombre, mais aussi quelque peu sur la foi. Lorsqu'il fait observer qu'en envahissant la Belgique, l'armée allemande s'est mise sur les bras deux nouveaux adversaires et a soulevé la réprobation du monde civilisé, ce qui constituait des sources effectives d'affaiblissement, nous sommes dans le domaine des faits; la preuve en peut être apportée. Mais lorsqu'il écrit que si l'Allemagne a été vaincue c'est surtout, *d'abord*, parce qu'elle a *injustement* déclaré la guerre à la France, la preuve devient plus difficile, et il n'est Homère, Alexandre, ni Napoléon qui forcent à l'admettre. Dans leur très grande généralité, les Allemands n'ont pas cru le moins du monde qu'ils avaient déclaré une guerre injuste, et leur moral n'a souffert d'aucun doute à cet égard. Il est bien difficile aussi d'admettre qu'ils se soient comportés moins courageusement que les Français. Sur ces points, la démonstration du général Boucher nous paraît en défaut.

Peu importe! S'il n'était pas absolument indispensable de consacrer 390 pages à établir que la victoire appartient au plus courageux et la défaite au plus affaibli, on n'ira pas reprocher à l'auteur d'avoir fait la mariée trop belle en résumant avec un si grand talent, aux fins de fonder sa philosophie de la guerre, des opérations militaires antiques, modernes et contemporaines. Pour nombreuses qu'elles soient, ses pages n'engendrent pas l'impression de la longueur. Elles sont riches en rappels de faits dont le souvenir est utile, en appréciations originales et en enseignements.

F. F.

Allgemeine Schweizerische Militärzeitung. N° 3, mars 1928. — Von der Führung. Betrachtungen zum 3. Abschnitte von « Felddienst 1927 », von Oberslieut. G. Combe. — Ausbildung der Instruktionsoffiziere der Infanterie, von Major R. Probst. — La menace des ailes. Notre aviation militaire au Conseil national, par le lieutenant E. Næf. — Zum Skipatrouillenlauf der Geb.-Brig. 10, von lieutenant J. Staub. — Das Militärgesetz vom 13. Juni 1927, von Major H. Henrici. — Nochmals dienstliche Unterredungen und Beschwerden, von Oberst W. Hartmann. — Das neue Militärstrafgesetz und die Verantwortlichkeit der Truppen-Rechnungsführer, von Oberstlieut. E. Schupp. — Tagesfragen. — Der Schweizerische Schützenverein und das militärische Schiessen, von Oberst J. Steiner. — Totentafel. — Herrn Oberstdivisionär Wilhelm Schmid zum 70. Geburtstag. — Sektionsberichte. — Literatur.